

le sujet, le chancelier de l'Échiquier britannique a proposé qu'on étudie la possibilité d'une zone de libre-échange entre le Canada et le Royaume-Uni.

Les gens de la Nouvelle-Écosse se sont toujours intéressés au commerce, sans que cet intérêt se matérialise à aucun moment depuis la confédération. En fait, le ministre du Revenu national, parlant à Halifax samedi dernier, disait que le gouvernement avait l'intention de rétablir les conditions qui existaient avant la confédération. Nous savons que la prospérité de la Nouvelle-Écosse avant la confédération et même jusqu'à 1878 reposait sur le libre-échange. Ceux d'entre nous qui s'intéressent à l'histoire savent très bien que ce sont les députés des provinces Maritimes, les députés libéraux en particulier, qui ont empêché l'adoption d'une politique nationale de protectionnisme jusqu'à 1878. L'année 1878 se signale par l'instauration de cette politique douanière et par le déclin progressif et éventuel du commerce néo-écossais, fondé jusqu'alors sur le commerce international.

Nous savons aussi qu'en 1911, sir Wilfrid Laurier a tenté un gros effort en vue de rétablir un régime de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Le souvenir de cette période est encore tout frais dans la mémoire des Néo-Écossais, car encore une fois, nous n'avons pu obtenir le libre-échange. Aujourd'hui, nous attendons encore que le premier ministre actuel saisisse l'occasion que lui a offerte le chancelier de l'Échiquier pour établir le régime de libre-échange avec le Royaume-Uni, dans l'intérêt de la Nouvelle-Écosse et de tout le Canada. En réalité, tout juste avant les élections, le premier ministre a déclaré à Sydney que l'élection du gouvernement conservateur au Canada assurerait le retour au programme politique qui, il y a plusieurs décennies, mettait les provinces Maritimes au premier rang. Si le premier ministre est absolument sincère, comme il l'est, je pense, il discerneira que la seule façon de rétablir cette situation est de prendre une attitude courageuse d'homme d'État en collaborant activement avec les Britanniques pour rétablir un régime de libre-échange.

Avant de venir ici, j'ai parcouru ma circonscription d'Inverness-Richmond. Dans toutes les régions de ma circonscription, j'ai vu l'industrie du bois d'œuvre languir parce que les acheteurs de Grande-Bretagne n'ont pas de dollars pour acheter les produits de la Nouvelle-Écosse. Si nous avions un système de libre-échange avec la Grande-Bretagne, les fabricants anglais pourraient gagner au Canada les dollars qui leur permettraient

d'acheter les produits primaires de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île du Prince-Édouard, de Terre-Neuve, et des provinces du littoral de l'Ouest canadien. Je ne crois pas que cette proposition, qui emporterait tant d'avantages pour ma province, aurait dû être accueillie par le silence consterné du ministre des Finances, mais qu'elle aurait dû être acceptée comme une réponse cordiale du gouvernement anglais qui visait à aider le premier ministre dans ses efforts tendant, non seulement à relever le niveau de vie de la Nouvelle-Écosse, mais aussi à détourner vers le Royaume-Uni 15 p. 100 de notre commerce avec les États-Unis.

**M. A. B. Macdonald (Vancouver-Kingsway):** Monsieur l'Orateur, je ne vous cache pas le plaisir que j'ai, au nom de la population de Vancouver-Kingsway, de prendre part à ce débat. Vancouver-Kingsway est une région urbaine située dans la partie sud-est de Vancouver. Sa population est composée de gens de diverses origines et cultures ethniques. C'est une population économique et industrieuse, et j'ose dire que le pourcentage de propriétaires est plus élevé dans Vancouver-Kingsway que partout ailleurs au Canada. Vancouver même est probablement la ville du Canada qui s'étend le plus rapidement. C'est pour ainsi dire le Shangri-la du Canada, dont le climat, les environs et le soleil attirent les gens de toutes les autres provinces, même s'il me faut avouer qu'à ce temps-ci de l'année il y pleut plus souvent qu'il n'y fait soleil.

On peut dire que Vancouver se trouve à la croisée des grandes routes du monde. Cela ne devrait pas faire sourire certains députés. Cette ville se trouve à mi-chemin entre Londres et l'Orient, entre Moscou et l'Amérique latine, entre Ketchikan, en Alaska, et Tia-Juana, au Mexique. En fait, Vancouver est tellement centrale que bien des gens importants affirment qu'ils ne peuvent tout simplement pas se permettre de vivre ailleurs.

Monsieur l'Orateur, en prenant part à un débat d'une telle envergure, où on peut dire tant de choses, je me sens un peu comme le moustique dans un camp de nudistes: je ne sais tout simplement pas par où commencer. Cependant, je dois commencer, et je le fais en disant que j'appuie l'amendement proposé par l'honorable député de Rosetown-Biggar (M. Coldwell). Qu'est-ce que propose cet amendement? On y voit d'un bon œil les promesses d'accroissement de la sécurité sociale, ainsi que d'abaissement des impôts, que renferme le discours du trône. Certes, nous, dans notre petit coin de la Chambre, ne nous rendrons certainement pas coupables d'obstruction. Nous voulons que ces mesures figurent dans nos statuts le plus tôt possible.